

La protection sociale pour la croissance et l'équité en Afrique

Atelier régional sur l'évaluation d'impact Accra
24 à 28 mai 2010

Harold Alderman

Cap sur la protection sociale en Afrique

Programme de croissance équilibrée basé sur 3 Piliers:

- **Pilier 1: Créer des réseaux innovants fiables et durables** qui fournissent aux ménages et aux collectivités une base plus solide pour participer et contribuer à la croissance économique
- **Pilier 2: Créer des opportunités de revenus et d'emplois** afin que les personnes vulnérables contribuent au programme de croissance.
- **Pilier 3: Favoriser l'accessibilité des services aux pauvres** en augmentant les capacités des communautés à la demande et en permettant aux gouvernements locaux de fournir de meilleurs services.

Pilier 1- Réseaux de sécurité pour la croissance et l'équité

Les réseaux de sécurité font 4 contributions distinctes :

1. Les réseaux de sécurité et les transferts ont un impact immédiat sur l'inégalité et la pauvreté extrême (valeur en soi).
2. Les réseaux de sécurité permettent aux ménages de mieux investir dans leur avenir.
3. Les réseaux de sécurité aident les ménages à gérer les risques
 - Ex post: éviter les pertes qui sont difficiles à inverser
 - Ex ante: Permettre à un risque plus élevé /des stratégies de rendement plus élevé
4. Les réseaux de sécurité aident les gouvernements à entreprendre des réformes bénéfiques.

3
3

Les réseaux de sécurité permettent aux ménages d'investir dans leur avenir

Dans la mesure où le problème sous-jacents dans les investissements dans l'enseignement ou dans les facteurs de production sont tels que les marchés de crédit ne sont pas en mesure de permettre aux ménages de faire des investissements justifiés

- Dans l'alimentation des enfants
- Dans la scolarisation des enfants
- Dans la production

Les réseaux de sécurité permettent donc l'augmentation des revenus futurs ainsi que la consommation courante.

4
4

Les réseaux de sécurité aident aussi les ménages à gérer le risque ex-post

Les services des réseaux de sécurité peuvent permettre de réduire la multiplication des stratégies nocives

Pour beaucoup de ménages, l'accumulation des biens est comme un jeu de société pour enfant, avec des efforts laborieux pour accroître la position acquise grâce à un tirage malchanceux

La malchance pour un enfant de voir le jour au cours d'une sécheresse peut contribuer à un retard de croissance durant toute sa vie.

Le problème fondamental est l'absence de marchés d'assurance, exacerbée par le manque de marchés du crédit et l'accumulation des biens

5
5

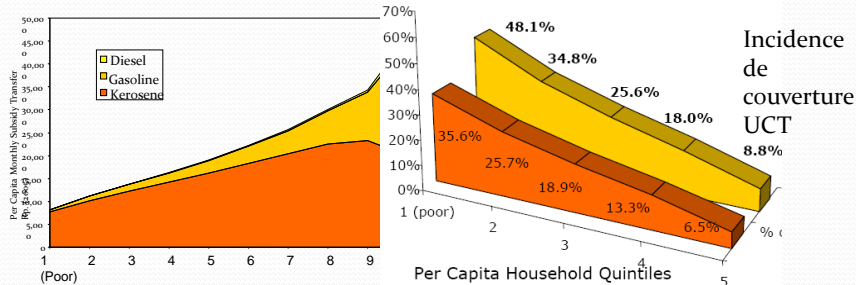
Les réseaux de sécurité aident les gouvernements à faire des réformes bénéfiques

Programmes d'assistance sociale efficace:

- 1. Faciliter les changements structurels**
- 2. Remplacer des éléments de redistribution inefficaces dans d'autres programmes**
- 3. Réduire les conséquences des fortes inégalités de la croissance économique**

6
6

Un exemple de comment les réseaux de sécurité aident les gouvernements à faire des réformes bénéfiques: Indonésie



- En 2005, L'Indonésie a réduit les subventions régressives du prix du carburant de 10 milliards de dollars
- Economisé 5 milliards de dollars; reparti le reste sur un transfert en espèces sans condition nouvelle (UCT) et dans des programmes de santé et d'éducation
- Incidence de la couverture subissant une amélioration considérable, comme indiqué ci-dessus

7
7

D'autres exemples de réseau de sécurité aidant à la promotion des réformes

Au Mexique, le programme Pro Campo fourni des transferts de revenus destinés aux petits agriculteurs d'autant plus que l'État a réduit les subventions de prix conformément à l'Accord de libre-échange. Ces transferts de crédit ont également contribué à la réduction des crédits et des contraintes d'assurance et à l'augmentation de la production.

De même, en 2000, la Turquie a introduit un soutien du revenu direct aux Fermiers en tant que composante importante des réformes du marché.

8
8

Pilier 2- Accroître les opportunités de revenu et d'emploi productif

- Une zone particulièrement difficile
- La création d'emplois dans le secteur formel est en retard sur de grandes cohortes de nouveaux entrants entraînant une partie importante de la population active au chômage ou sous-employée
- La dualité du marché du travail – un secteur formel petits, privilégiés par rapport à un grand secteur informel défavorisé
- En Afrique sub-saharienne, les jeunes représentent 37% de la population active, mais 60% du total des chômeurs (rapport mondial moyen de 44%)
- Une forte proportion de travailleurs peu qualifiés à faible productivité, le manque de mobilité ascendante
- Les gouvernements sont préoccupés par les jeunes migrant vers les zones urbaines à la recherche d'emploi, souvent sans compétences requises
- Aucune «bonne» pratique consistante et peu d'évaluation concernant l'emploi et la formation en Afrique

SP contribue à l'emploi des groupes vulnérables et comprend les secteurs informel et formel

- Les approches SP apportent son appui à l'informel, aux entreprises familiales non agricoles grâce aux services financiers ainsi qu'à la formation
- Un autre élément clé est le développement des compétences dont l'apprentissage
- comprend également une action directe portant sur l'emploi des jeunes telles que les innovations dans les Travaux publics pour la formation des compétences
- SP joue un rôle clé dans l'identification et le traitement des obstacles institutionnels en vue de la création d'emplois dans le secteur formel, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire (PRI)
- De même, les stratégies MIC de l'emploi en faveur de l'assurance chômage (souvent en combinant la mutualisation des risques et de l'épargne obligatoire) et les pensions.

Pilier 3 – Renforcer les capacités communautaires

Le renforcement des capacités concerne est en partie la voix de la Communauté mais repose aussi sur la capacité de la prestation de services.

Dans les États fragiles, la capacité peut-être en termes d'activités, d'ONG mais à long terme, les services doivent être délivrés par le gouvernement local. Par conséquent, les stratégies de protection sociales visent à encourager la décentralisation des programmes nationaux et la participation des communautés dans la prise des décisions clés telles que le ciblage local ou les services ou le choix des priorités des travaux publics.

Une telle prise de décision améliore l'utilisation des informations et accroît la durabilité des projets

Les approches SP reconnaissent que les droits ne peuvent être encouragés sans la capacité locale à poursuivre les objectifs énoncés dans les stratégies nationales.